



DES MIGRANTS UTILISÉS COMME LEVIERS !

“[\[Crève\] ici ou va-t'en en Pologne](#)”

Les marches orientales de l'UE sont le théâtre de violations insoutenables à l'encontre d'étrangers... commises par les gouvernements biélorusses et polonais. Le chef d'orchestre de cette tragédie « hybride » est sans conteste M. Loukachenko. Pourtant, la Pologne, en pleine dérive néo-souverainiste, partage la responsabilité de la souffrance dans la région: hommes, femmes et enfants transformés en balles de ping-pong de part et d'autre de la frontière, depuis des semaines, par des températures glaciales, privés de l'aide humanitaire dont ils ont désespérément besoin.

Malgré leurs supplications pour accéder à une protection internationale, les personnes sont repoussées, parfois violemment, par les gardes-frontières polonais à la frontière biélorusse-polonaise vers le Belarus qui décidément n'en veut pas et les témoignages de violence, de traitements inhumains/dégradants, ou coercition par les gardes-frontières sont légion.

La presse s'est abondamment fait l'écho des tribulations désespérées d'hommes de familles d'enfants et de femmes... voyageant parfois seuls. Errance côté biélorusse ou perte côté polonais, ce sont des récits déchirants de marches à travers forêts, marais, marécages, et rivières par des températures glaciales des jours et des semaines, sans nourriture ni eau. Certains ont bu de l'eau des marais, ou recueillie dans les feuilles. Au moins **13 personnes sont mortes** dont un bébé syrien âgé d'un an. Les gardes-frontières polonais ont aussi séparé des parents de leurs enfants hospitalisés en les bannissant vers le Belarus. Séparé d'un fils de 5 ans expulsé avec le reste de la famille, une Syrienne en Pologne ne sait plus rien depuis. Fin novembre, des ONG ont pu sauver *in extremis* des « hordes » affamées, rencontrées exsangues, dont une femme sur le point d'enfanter. Repoussés plusieurs fois par les gardes-frontières polonais, des ressortissants étrangers voyageant avec femme et enfants en bas-âge, supplient les gardes polonais de leur laisser demander l'asile, mais ceux-ci ne veulent rien entendre : ils les embarquent dans des camionnettes pour les larguer nulle part.

Levier social pour un enjeu géopolitique

C'est l'interception en mai 2021 d'un vol Ryanair pour arrêter le journaliste Roman Protassevitch qui avait déclenché des sanctions de l'UE contre le Belarus. M. Loukachenko a rétorqué en ouvrant son pays aux migrants, leur facilitant l'obtention de visas. Ainsi, depuis août, des milliers de personnes originaires du Moyen-orient (Syriens, Kurdes Irakiens, Iraniens, Congolais, Afghans, Yéménites) ont été affrétées à Minsk, par l'intermédiaire de voyagistes faisant miroiter une entrée sans encombre dans l'Union européenne... Une fois au Belarus, elles comprennent vite qu'elles sont *persona non grata* et doivent partir.

Si les **autorités polonaises nient** pratiquer des refoulements, séparer des familles ou refuser la considération de demandes d'asile, elles citent

cependant sans vergogne un récent amendement législatif les autorisant à renvoyer *illico* les personnes franchissant illégalement la frontière, criminalisés et assimilés à des terroristes, et se félicitent d'avoir, en date du 17 novembre, empêché 29921 passages illégaux cette année.

Habituellement, les forces armées biélorusses placent les migrants refoulés dans des *sites de rassemblement* ; ouverts, mais sans nourriture, ni eau ou toit, et pas moyen de regagner Minsk, ou leur propre pays. Jusqu'au 18 novembre, des milliers de personnes massées côté biélorusse dormaient dans des camps de fortune à Bruzgi, principal point de passage, point culminant de l'impasse. Les autorités ont démantelé le camp, relogant une partie des « intrus » dans un hangar à proximité. Mais *quid* du reste des personnes jusqu'alors dans le camp improvisé ?

✱

A *minima*, les autorités biélorusses et polonaises ont l'obligation d'empêcher tout décès ou transgression grave en garantissant un accès humanitaire régulier aux personnes coincées dans la zone frontalière. Il est par ailleurs impératif que les deux pays cessent immédiatement leurs push-back et permettent à des observateurs indépendants, y compris des journalistes et ONG des droits humains, d'accéder aux régions frontalières actuellement interdites. La Pologne n'a pas suivi l'injonction de la CEDH, à la fin de l'été, de fournir nourriture, eau, vêtements, soins médicaux, et abri temporaire aux personnes piégées à la frontière.

Les abus du Belarus contre les personnes à sa frontière s'apparentent à des traitements ou des châtiments inhumains et dégradants et constituent de la torture en violation de ses obligations juridiques internationales. Les pratiques de refoulement des forces de l'ordre polonaises (15 à 20 000 soldats) violent le droit d'asile de l'UE et la charte des droits fondamentaux, et créent un risque de push-back en chaîne, contrairement au droit international. La Pologne expose les personnes à des conditions inhumaines et dégradantes, en violation des lois polonaise et européenne.

La Commission ne s'exprime que parcimonieusement sur la responsabilité de la Pologne et n'a que tardivement appelé cette dernière à autoriser médias et groupes humanitaires, l'accès aux lieux où se déroulent les abus. Mais le Premier Mateusz Morawiecki, qui estime que "toute la communauté devrait contribuer" à la construction d'un mur à la frontière polono-biélorusse, envisage comme mesure de rétorsion "la fermeture complète de la frontière, pour couper le régime (biélorusse) des avantages économiques".

La crise géopolitique sur fond de chantage énergétique russe, fabriquée de toutes pièces en vue de déstabiliser l'UE, pointe le défaut de politique migratoire commune, et son échec face aux régimes autoritaires.

[\(HRW\)](#)

La Pologne (312 679km² pour 38 282 325 Mio d'habitants) est une république semi-présidentielle. A sa tête, **Andrzej Duda** et **Mateusz Morawiecki**, issus du PIS -conservateur- eurosceptique. C'est un État membre de l'UE adhérent à la Convention contre la torture, et au pacte relatif aux droits civils et politiques